

# Finance islamique à Nice : touché ! coulé !!

écrit par Cril17 | 26 mars 2018



L'enseigne de finance islamique NoorAssur n'ouvrira finalement pas de succursale sur le boulevard Carnot à Nice.

La fondatrice du réseau, qui commercialise des produits financiers respectueux des principes de l'islam, charge le maire de la ville.

Elle a jeté l'éponge car la municipalité l'empêche d'apposer son activité sur la devanture de l'échoppe.

*« Ouvrir sans enseigne? Impossible.*

*On doit bien indiquer quelle est notre activité.*

*Si vous êtes boulanger mais n'écrivez pas boulangerie sur votre commerce, comment les gens sauront que vous faites du pain? »*

Amère, Sonia Mariji charge Christian Estrosi: « **Il fait un amalgame entre terrorisme et finance islamique, alors même que c'est le gouvernement de Nicolas Sarkozy – auquel il avait appartenu – qui a légiféré sur la question. (...) Ce que j'ai**

*entendu au tribunal de la bouche de l'avocat de la Ville, j'ai mis plusieurs jours à m'en remettre. J'ai ressenti le racisme, la xénophobie, l'exclusion. »*

Et de dénoncer « un acharnement » à son endroit:

*« À la suite de cette affaire, j'ai été placée sur écoute, mes collaborateurs et des membres de ma famille ont été convoqués à la gendarmerie, ma banque a résilié ses engagements avec moi.*

*Voilà le traitement auquel on s'expose quand on dénonce les agissements de ceux qui ont le pouvoir.*

*Ce que je vis, c'est du lynchage. »*

*« Tout ce que je fais, reprend-elle, c'est défendre mes droits de chef d'entreprise. Je ne plaide pas la cause des musulmans de France.*

*Ce n'est pas mon combat. »*

*Déboutée à deux reprises en référé par la justice administrative, Sonia Mariji « attend tout de même que le dossier soit jugé au fond. Si nous gagnons, alors je ferai tout pour relancer la machine et ouvrir cette agence. »*

**« NI AMALGAME, NI RACISME »**

Contacté, le maire de Nice balaie les accusations:

*« Il n'est question ici ni d'amalgame ni de racisme, mais bien de la responsabilité que nous avons d'être vigilants et intransigeants à l'égard de tout ce qui serait de nature à conduire à des troubles à l'ordre public. Les précédents incidents attestent d'un risque sérieux de troubles générés par de telles enseignes.*

***Une telle marque de communautarisme ne peut être acceptée sur notre territoire.***

*Notre volonté est, et a toujours été, la cohésion,*

*l'intégration et le vivre ensemble. »*

Et le maire de Nice de se retrancher derrière les décisions des magistrats:

*« La justice a validé le refus d'apposer deux enseignes lumineuses avec la mention « finance islamique » et a admis que la demande n'était pas conforme au règlement de publicité applicable à la Ville de Nice.*

*Ces décisions émanant d'instances judiciaires ont confirmé notre appréciation et notre refus de donner une suite favorable à la demande de NoorAssur. »*

### **« PLUS QU'UNE VICTOIRE » POUR LES RIVERAINS**

De son côté, le président du Comité de défense des quartiers du port et de l'environnement, Jean-Michel Bidart, se réjouit de l'issue de cette polémique.

*« Pour nous, c'est plus qu'une victoire. D'abord parce que notre opposition a porté ses fruits. Ensuite parce que l'ouverture de ce genre d'agence n'a aucun sens dans notre quartier, qui n'a rien à voir avec ça. D'autres secteurs de la ville sont plus à même de recevoir ce type d'enseigne. Ici, c'était seulement de la provocation. »*

L'été dernier, le président du comité de quartier avait écrit plusieurs fois au maire, au préfet ou encore au procureur de la République, pour leur signifier l'opposition des riverains.

**Une pétition réunissant quelques centaines de signatures avait été jointe à ces courriers, et les riverains s'étaient même dits « prêts à manifester devant ce local, tous les jours s'il le faut ».**

<http://www.nicematin.com/vie-locale/jai-ressenti-le-racisme-la-xenophobie-l'exclusion-la-fondatrice-de-noorassur-denonce-un-acharnement-et-un-lynchage-217922>